

Mayotte Résultats N°6 - Mars 2007

INSEE

5 euros

Activité des plus grandes entreprises mahoraises en 2005

Panel d'étude 2004 - 2005

Publication réalisée par l'antenne INSEE de Mayotte
ZI Kawéni - B.P. 1362 - 97600 MAMOUDZOU
Tél : 02.69.61.36.35 - Fax : 02.69.61.39.56
E-Mail : antenne-mayotte@insee.fr
Web : <http://www.insee.fr/mayotte>

Directeur de la publication : Jean GAILLARD
Rédacteur en chef : Olivier FROUTÉ
Rédacteur du document : Cécile PRÉVOT
Impression : INSEE Mayotte

Code SAGE : MAR070684
ISBN : 2-1-095492-02
ISSN : demande en cours
Dépôt légal : avril 2005

© INSEE - 2006

SOMMAIRE

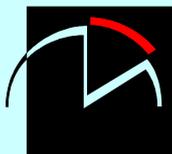
	Page
Sommaire.....	3
Insee Infos n°27 : Les grandes entreprises mahoraises en 2005	5
Indicateurs d'activité pour les huit grands secteurs.....	9
Chiffre d'affaires et valeur ajoutée : part de chaque secteur	10
Chiffre d'affaires et valeur ajoutée : progression.....	11
Excédent brut et charges salariales	12
Effectifs, tableau récapitulatif	13
Résultats détaillés par secteur	15
Agriculture, aquaculture	17
Industrie et énergie	18
Construction.....	19
Commerce	20
Transports.....	21
Activités financières	22
Services aux entreprises et activités immobilières.....	23
Services aux particuliers, éducation, santé et action sociale	24

INSEE INFOS

N° 27 – Novembre 2006 – 1,50 euro

Les grandes entreprises mahoraises en 2005

Moindre progression
de la valeur ajoutée



Institut National de la Statistique
et des Etudes Economiques

Antenne de Mayotte
ZI - Kawéni
B.P 1362 - 97 600 MAMOUDZOU
Tel : 02.69.61.36.35
Fax : 02.69.61.39.56
Site internet : <http://www.insee.fr/mayotte>
Email : antenne-mayotte@insee.fr

Directeur de la publication : Jean GAILLARD
Rédacteur en chef : Olivier FROUTÉ
Rédacteur du document : Cécile PREVOT
Impression : INSEE MAYOTTE
Code SAGE : II062784

ISSN : 1291-2786
Dépôt légal : Décembre 1998

© INSEE - 2006

En 2005, la valeur ajoutée des plus grandes entreprises mahoraises progresse de 7,3 %. La modestie de cette croissance au regard des années précédentes tire essentiellement son origine des dépenses croissantes en matières premières.

L'activité économique reste néanmoins soutenue. Le chiffre d'affaires progresse de 12,3 % en un an. Les entreprises du panel dégagent un excédent de 95 millions d'euros ; les charges salariales augmentent de 8,7 %.

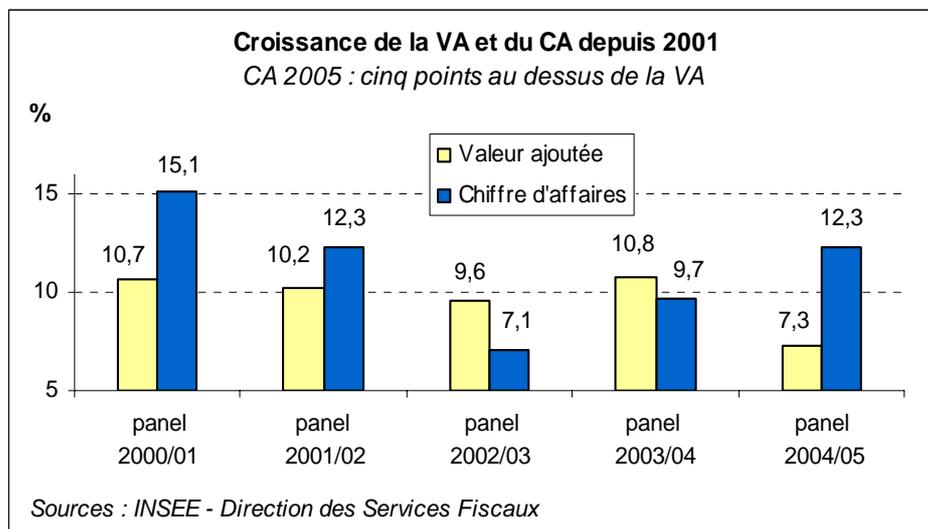
En 2005, les 555 plus grandes entreprises de Mayotte ont réalisé un chiffre d'affaires (CA) de 851 millions d'euros. Celui-ci est en progression de 12,3 % par rapport à 2004. Dans le panel précédent, ce taux de croissance s'élevait à 9,7 %. En 2005, le CA de chacun des huit secteurs d'activité augmente. Les **transports** enregistrent la plus forte hausse : + 20,7 %. Ce secteur inclut non seulement les transports routiers, maritimes et aériens, mais aussi les services auxiliaires tels que la manutention, le transport par conduites, la gestion des infrastructures ou les agences de voyage. En 2004, ce secteur avait déjà l'un des deux taux de croissance de CA les plus élevés du panel (+ 15,4 %), avec les **services aux particuliers, santé, éducation et action sociale** (+ 15,5 %).

En revanche, entre 2004 et 2005, le taux de croissance de la Valeur Ajoutée (VA) du panel est inférieure de cinq

points à celui du CA : + 7,3 %. Il s'agit de la plus faible croissance enregistrée depuis cinq ans. Elle s'établit 3,5 points en dessous du taux enregistré entre 2003 et 2004 (+ 10,8 %).

Les matières premières pèsent sur la croissance

Le budget croissant consacré à l'achat de matières premières est la principale cause de la progression de la VA plus modeste que les années précédentes. En 2005, les dépenses des entreprises mahoraises en matières premières augmentent de 35 millions d'euros par rapport à 2004, soit une hausse de 27 %. Cela découle essentiellement de l'augmentation du prix de certaines matières premières : les produits pétroliers (+ 13 %), l'acier (+ 10,5 % en métropole)... **L'industrie et énergie** est le secteur



Portrait des huit grands secteurs : nombre d'entreprises, chiffres d'affaires et valeur ajoutée

Secteurs	Nombre d'entreprises		Chiffre d'Affaires		Valeur Ajoutée			2005	
	2004	2005	2005 en millions d'€	2004/05 Croissance en %	2005 en millions d'€	Croissance en %		Part dans la VA hors BUF en %	Contribution à la croissance en point
						panel 2004/05	panel 2003/04		
Agriculture	7	7	3,1	+5,4	0,9	-17,9	+16,0	0,4	-0,1
Industrie, Energie	63	65	141,6	+9,9	38,1	-5,9	+4,4	16,1	-1,1
Construction	99	99	105,5	+3,8	37,0	+5,0	+19,3	15,7	0,8
Commerce	190	192	400,3	+14,9	61,5	+12,0	+15,7	26,1	3,1
Transports	40	39	52,2	+20,7	19,4	+23,1	+14,3	8,2	1,7
Activités financières	13	12	20,9	+7,6	17,8	+11,5	+10,4	7,6	0,9
Services aux entreprises, activités immobilières	92	90	101,4	+15,3	46,4	+11,0	+2,6	19,7	2,2
Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale	51	51	26,3	+3,8	14,7	+0,5	+15,4	6,2	0,0
BUF (cf définitions)					-8,5	+4,7	+9,0		-0,2
Total	555	555	851,4	+12,3	227,3	+7,3	+10,8	100,0	7,3

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

le plus touché par ces surcoûts. Ce secteur est le seul avec l'**agriculture** à enregistrer un recul de la VA entre 2004 et 2005. Dans l'industrie et énergie, celle-ci baisse de 5,9 %. Sans augmentation du coût des matières premières, la VA du secteur aurait cru d'environ 5 %.

Le **commerce** demeure le plus gros contributeur à la croissance : sur 7,3 points, 3,1 lui sont imputables. Deux effets se conjuguent. D'une part, ce secteur enregistre une progression importante de sa VA : +12,0 %. Parmi les huit secteurs, il s'agit du deuxième plus fort taux de croissance, après celui des **transports** (+23,1 %). D'autre part, par un effet de taille, l'impact des résultats du commerce dans ceux de l'ensemble du panel est important. En effet, il reste le plus grand secteur en termes de part dans la VA totale (27 %).

Une économie très concentrée

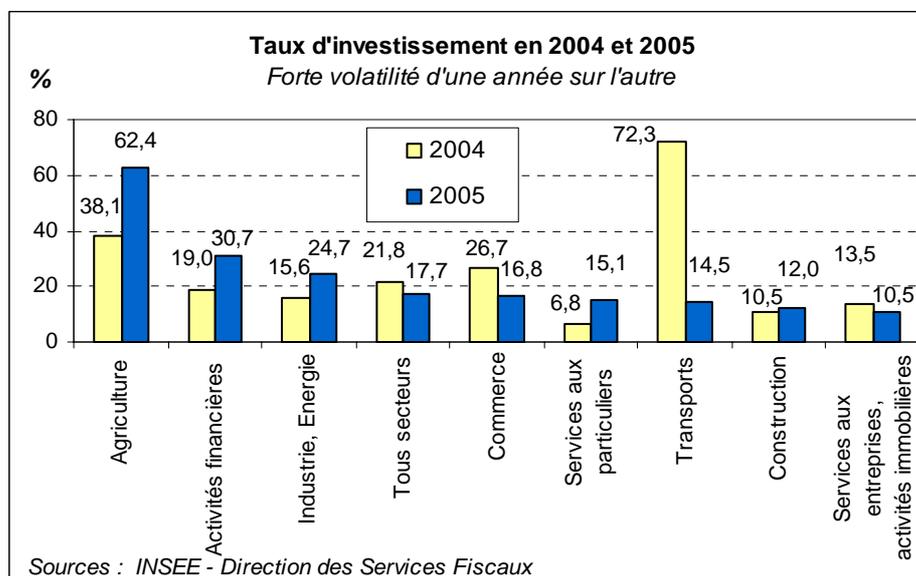
L'activité économique de Mayotte est fortement liée aux résultats de quelques grandes entreprises. En 2005, la VA de l'ensemble du panel s'élève à 227 millions d'euros. À elles seules, les vingt plus grandes entreprises dégagent la moitié de ce montant. Ces mêmes entreprises réalisent 42 % du CA total du panel.

Investissement : 6 millions d'euros de moins

En 2005, la formation brute de capital fixe (FBCF), mesure de l'investissement, s'élève à 40,1 millions d'euros. Entre 2004 et 2005, elle a diminué de 13 %. La baisse atteint six millions d'euros. Le taux

une part moindre de leur VA : le taux d'investissement calculé uniquement sur les entreprises ayant investi s'élève à 19,7 % en 2005 (22,5 % de la VA en 2004).

La baisse du niveau d'investissement est en grande partie imputable aux **transports**. En effet, la FBCF de ce secteur a été divisée



d'investissement (FBCF/VA) diminué de plus de quatre points et s'établit à 17,7 %.

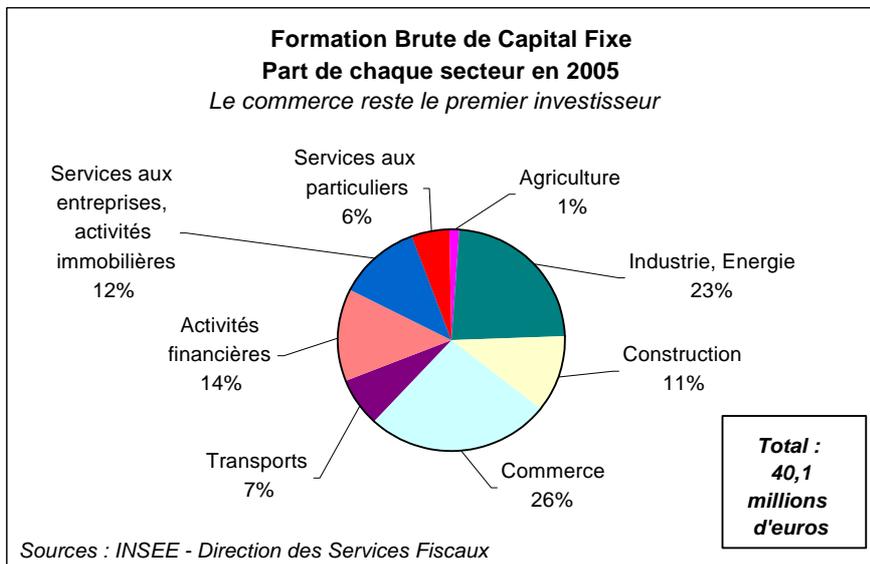
Pourtant, le nombre d'entreprises ayant investi reste stable : en 2005, sur les 555 entreprises en activité, 448 réalisent des investissements (447 en 2004). Aussi nombreuses, les entreprises investissent néanmoins

par quatre en un an. En 2004, les montants investis avaient été ponctuellement très élevés. Près des trois-quarts étaient des frais d'installation. Ces dépenses exceptionnelles ne peuvent être assimilées aux investissements courants réalisés par le secteur les autres années. En 2005, le

taux d'investissement dans les transports revient à un niveau plus habituel : 14,5 %.

Cette même année, en termes de montants investis, les **transports**

panel. En 2005, l'EBE de ce secteur représentait à peine 0,3 % du total. Dans la **cons-truction**, l'EBE (en baisse de 4,5 %) pâtit de la croissance des charges salariales



font à nouveau partie des trois plus petits secteurs du panel, avec l'**agriculture** et les **services aux particuliers, santé, éducation et action sociale**. Chacun de ces secteurs a investi moins de trois millions d'euros. Les investisseurs les plus importants de l'île sont le **commerce** et l'**industrie-énergie**. Ces deux secteurs représentent près de la moitié de l'investis- sement total.

EBE en recul dans un secteur sur deux

En 2005, les grandes entreprises mahoraises ont dégagé un excé- dent brut d'exploitation (EBE) de 95 millions d'euros, en progres- sion de 10 % par rapport à l'année précédente. Cependant, cette croissance est tirée par seulement quatre secteurs sur huit. La plus forte augmentation revient au secteur des **transports** : + 52,4 %.

Pour les quatre autres secteurs, l'EBE a diminué entre 2004 et 2005. L'**agriculture** enregistre la baisse la plus importante (- 44 %). Dans ce secteur, l'EBE est parti- culièrement fluctuant d'une année sur l'autre (+23,8 % dans le panel précédent). Cependant, cette baisse n'a qu'un très faible impact sur les résultats du

(+ 13,1 %), car le CA du secteur augmente moins vite (+ 3,8 %).

En 2005, l'EBE des SNF représente 39,1 % de leur VA. En 2004, ce taux de marge était inférieur de 0,8 point. Le taux de marge des **activités financières** est près de deux fois plus élevé : 74 % en 2005 et 72,2 % en 2004.

Charges salariales : croissance dans tous les secteurs

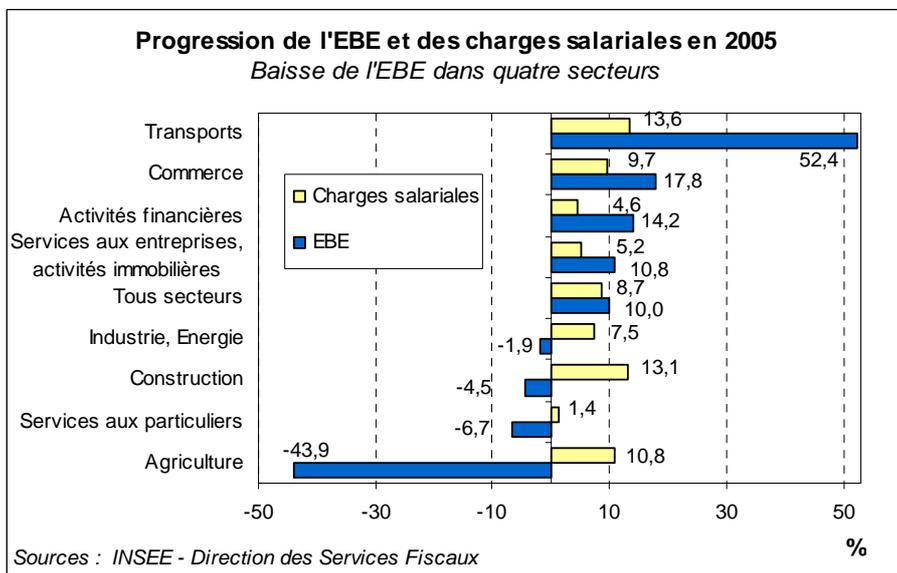
Dans chacun des huit secteurs, les sommes consacrées à la

Les subventions : enjeu et impact

En 2005, les entreprises du panel ont reçu 11 millions d'euros de subventions. Il s'agit de trans- ferts courants sans contre-partie que les administrations publiques versent à des producteurs pour les aider à maintenir leur niveau de production ou leur permettre de baisser leurs prix. Ces sommes ne sont pas comprises dans leur CA. En effet, celui-ci témoigne du volume d'affaires généré par l'activité courante de l'entreprise et permet ainsi d'en apprécier la dimension au prix du marché. Y ajouter les subventions reviendrait à sur-estimer le montant des ventes effectivement réalisées par l'entreprise.

Par souci de cohérence, les subventions ne sont pas non plus incluses dans la VA. Pour certaines entreprises, elle est négative. Sans subventions, ces sociétés pratique- raient des tarifs plus élevés ou éventuellement auraient cessé de produire. Toutefois, cette aide est prise en compte dans l'excédent brut d'exploitation (EBE).

En incluant les subventions dans le calcul du CA et de la VA, on évaluerait ces agrégats aux coûts réels de production. La croissance du panel en 2005 aurait été de 8,5 %, soit 1,2 point de plus que le niveau enregistré.



Ratios économiques par secteur en 2004 et 2005

Secteurs	Taux de marge bruts en %		Charges salariales/VA en %	
	2004	2005	2004	2005
Agriculture	46,7	31,9	65,5	88,3
Industrie, Energie	49,8	51,9	52,0	59,4
Construction	30,4	27,7	64,9	70,0
Commerce	35,6	37,4	57,5	56,4
Transports	28,7	35,6	67,4	62,2
Activités financières	72,2	74,0	26,5	24,8
Services aux entreprises, activités immobilières	61,1	61,0	38,3	36,3
Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale	14,4	13,3	85,1	85,9
Total	40,9	41,9	56,4	57,2
Sociétés Non Financières	38,3	39,1	58,9	59,9

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

rémunération du travail ont augmenté. En 2005, les charges salariales des entreprises du panel s'élèvent à 130 millions d'euros, en progression de 8,7 % par rapport à 2004. Les entreprises du panel y consacrent une part légèrement plus importante de leur VA : le ratio charges salariales/VA augmente de 0,8 point. Pour les **sociétés non financières** (SNF), cette progression s'élève à un point. Les charges salariales représentent près de 60 %

de la VA. Cette part est particulièrement élevée dans deux secteurs : dans l'**agriculture** où la VA a fortement diminué et dans les **services aux particuliers, éducation, santé et action sociale**. Dans ce dernier secteur, le ratio charges salariales/VA est traditionnellement très élevé. Entre 2004 et 2005, il progresse légèrement (+ 0,8 point), en dépit du taux de croissance des charges salariales le plus faible du panel

Définitions

La **valeur ajoutée** est ce qui reste à l'entreprise après paiement des coûts directement liés à la production (la consommation intermédiaire).

L'**Excédent Brut d'Exploitation (EBE)** est obtenu en retranchant de la VA les charges salariales et les impôts et en ajoutant les subventions. Le **taux de marge** est le rapport de l'EBE à la VA. C'est un indicateur de profit brut ou de performance des entreprises.

La **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** est la mesure de l'investissement en comptabilité nationale. Elle est définie comme la valeur des acquisitions nettes de cessions d'actifs fixes par les producteurs résidents. Les **actifs fixes** peuvent être utilisés de façon continue ou répétée pendant au moins un an : des bâtiments, des logiciels... Le **taux d'investissement** est le rapport de la FBCF sur la valeur ajoutée.

Branche unité fictive (BUF) :

En comptabilité d'entreprise, pour les comptes des sociétés financières, les paiements d'intérêts sont considérés comme une forme de revenu de la propriété et apparaissent dans le compte d'affectation des revenus primaires. Ce n'est pas le cas en comptabilité nationale, où ils sont la rémunération d'un service ; dès lors, ils doivent être enregistrés dans le compte de production et contribuer positivement à la VA. Dans le cas contraire, l'EBE et la VA des banques seraient sous-évalués et ne reflèteraient pas leur activité réelle. Pour garder une cohérence globale, on ajoute la **branche unité fictive (BUF)** qui fait apparaître dans son compte de production la consommation intermédiaire correspondant exactement aux services bancaires financés par les intérêts nets. Etant donné que cette consommation est le seul poste non nul des comptes de la BUF, la VA de la branche est négative.

Pour comprendre ces résultats

Composition du panel étudié

Le panel d'étude est constitué des entreprises dont le CA dépasse ou a dépassé au moins une fois 150 000 euros depuis 1995. Il comporte deux années d'étude (2004 et 2005) et 566 entreprises sur lesquelles porte l'étude.

Parmi celles-ci, seules 544 ont eu une activité les deux années. En effet, 11 d'entre elles ont été créées en 2005. À l'inverse, 11 ont cessé leur activité au cours de l'année 2004.

Le taux de mortalité (le nombre de cessations en 2004 rapporté au nombre d'entreprises encore en activité fin 2004) s'élève à 2 %.

Le CA du panel en 2005 représente 96 % du CA des entreprises ayant déclaré au régime des bénéficiaires industriels et commerciaux et à celui de l'impôt sur les sociétés en 2005.

Utilisation des résultats

On ne peut pas mettre en regard les résultats **en valeur** de ce panel et ceux du panel 2004 : ils ne regroupent pas le même nombre d'entreprises. En revanche, on peut en comparer les **évolutions**.

Pour en savoir plus

sur les entreprises en 2004 :

Mayotte Résultats N° 5 - Sept. 2006

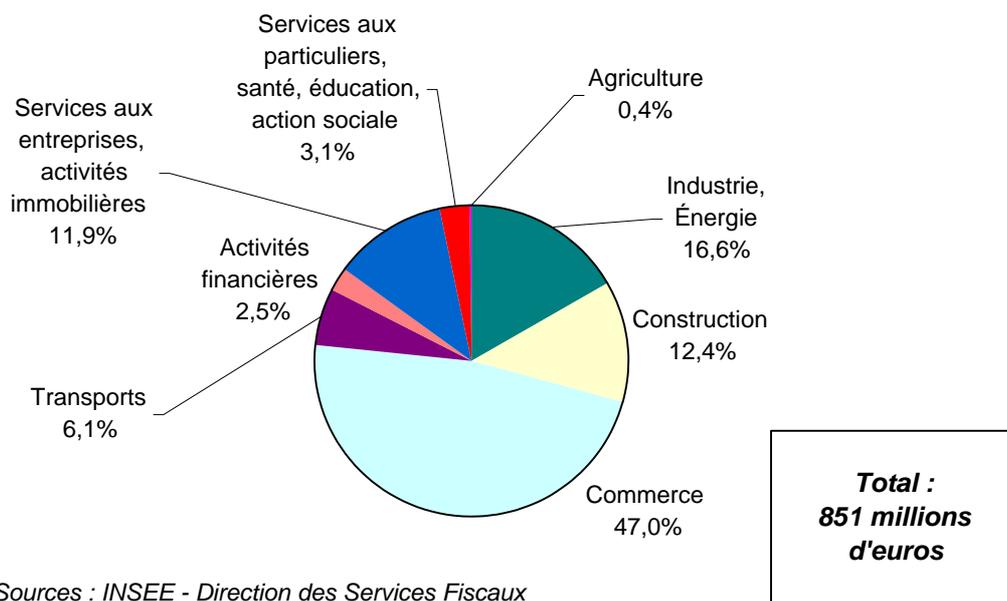
Activité des plus grandes entreprises mahoraises en 2004

Insee Infos N° 26 - Juin 2006

Les grandes entreprises mahoraises en 2004 : Valeur ajoutée en progression dans tous les secteurs

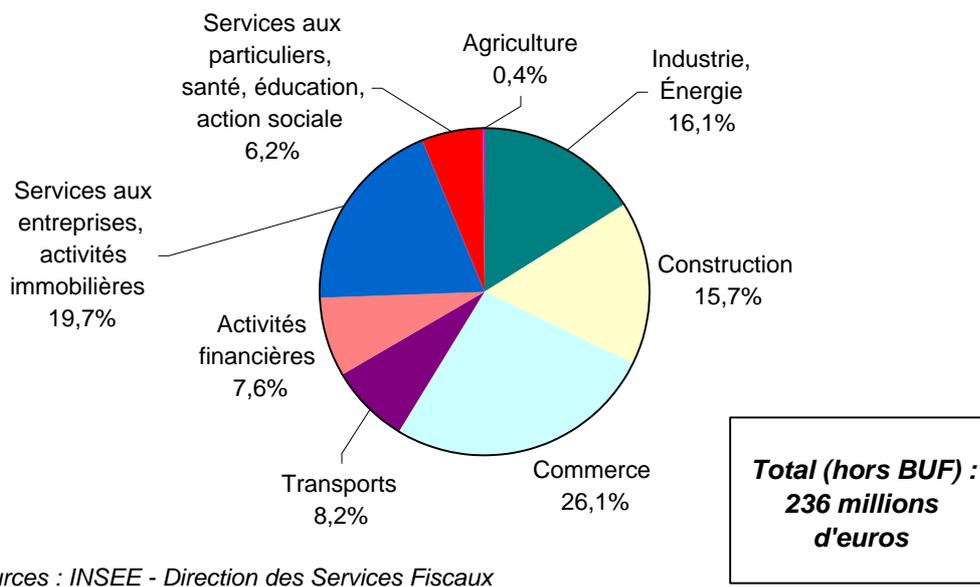
Indicateurs d'activité pour les huit grands secteurs

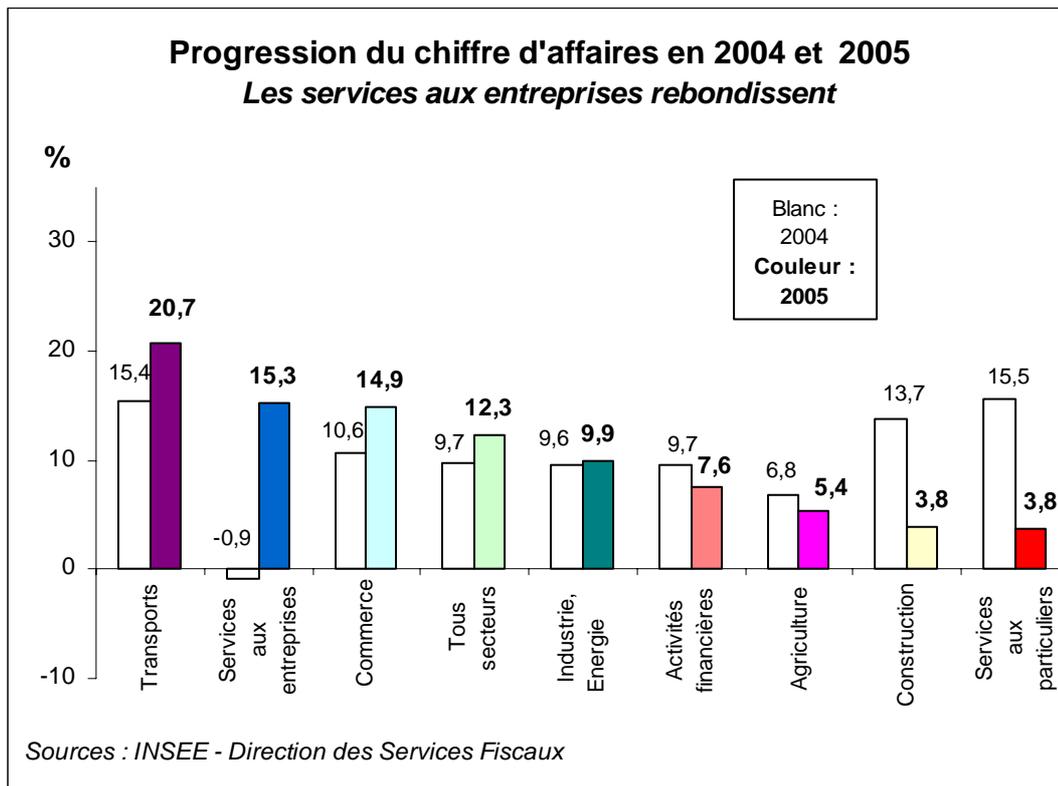
Chiffre d'affaires 2005 : part de chaque secteur
Un écart de 30 points entre le premier et le deuxième



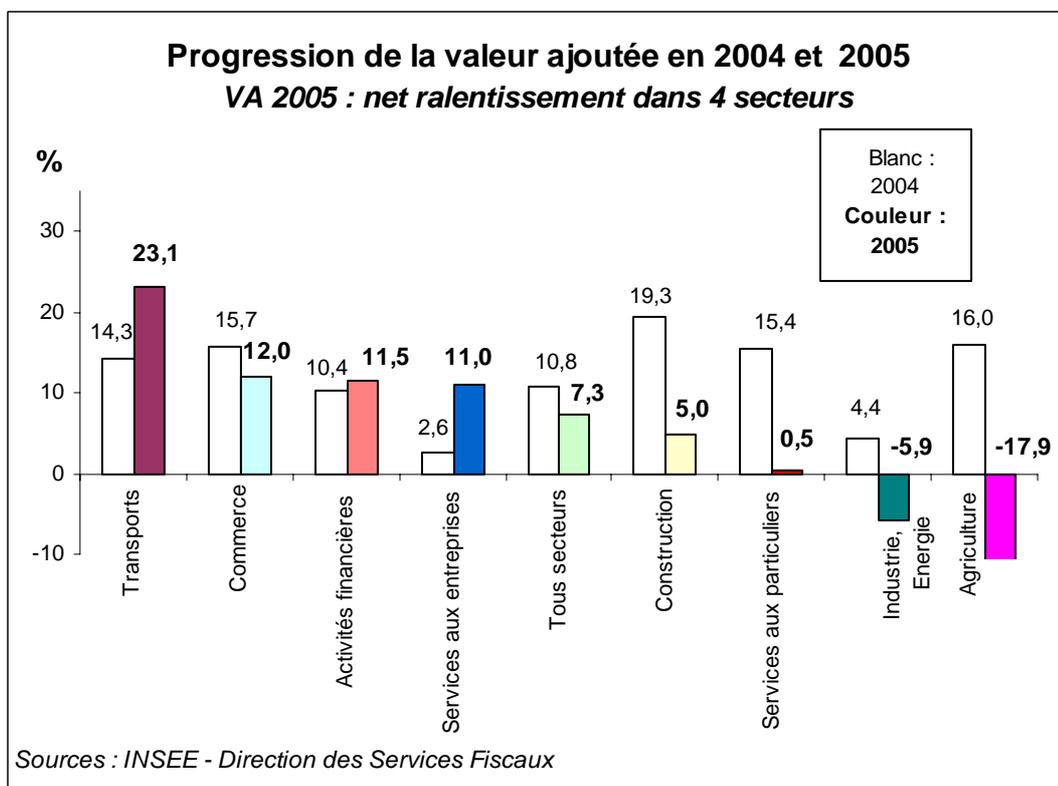
L'importance de chaque secteur dans l'ensemble du panel varie selon que l'on s'intéresse à son chiffre d'affaires (CA) ou à la valeur ajoutée (VA) qu'il dégage. Ainsi, en 2005, le **commerce** a réalisé 47 % du CA du panel, mais seulement 26 % de la VA. À l'inverse, les **services aux entreprises et activités immobilières** sont le deuxième plus important secteur en termes de VA (près de 20 %), mais seulement le quatrième en termes de CA (12 %).

Valeur Ajoutée 2005 : part de chaque secteur
Le commerce passe la barre des 25 %



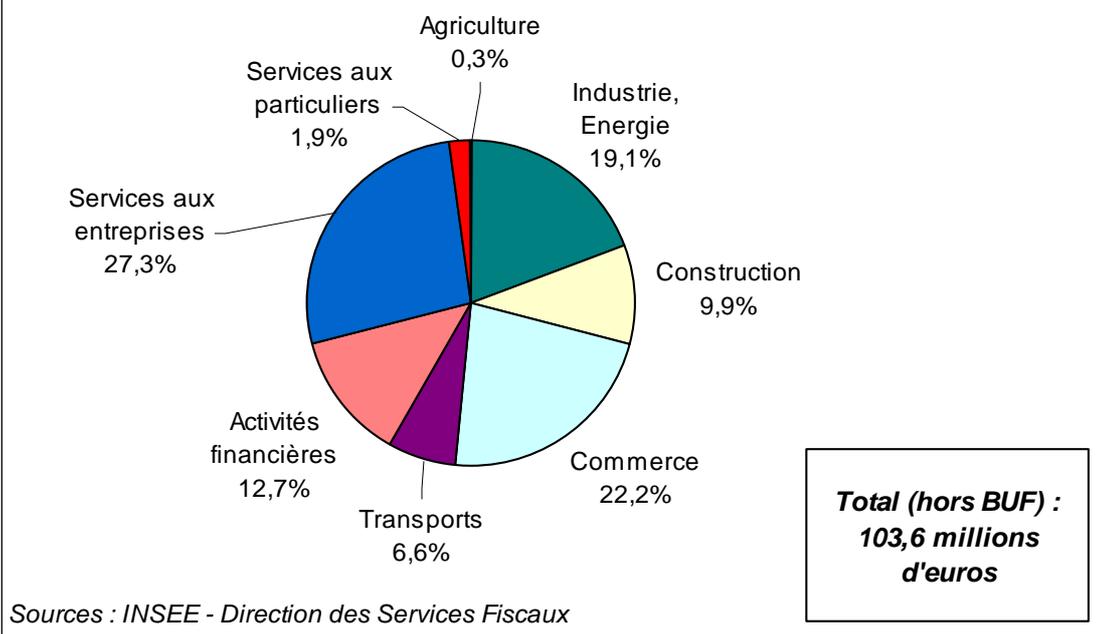


En 2005, les plus faibles croissances de CA ont été enregistrées dans les **services aux particuliers, éducation, santé et action sociale** et la **construction** (+ 3,8 % chacun). Pourtant, en 2004, ces deux secteurs figuraient parmi les trois plus fortes augmentations de CA du panel. De la même manière, la progression de leur VA est modeste au regard des taux enregistrés en 2004.



EBE 2005 : part de chaque secteur

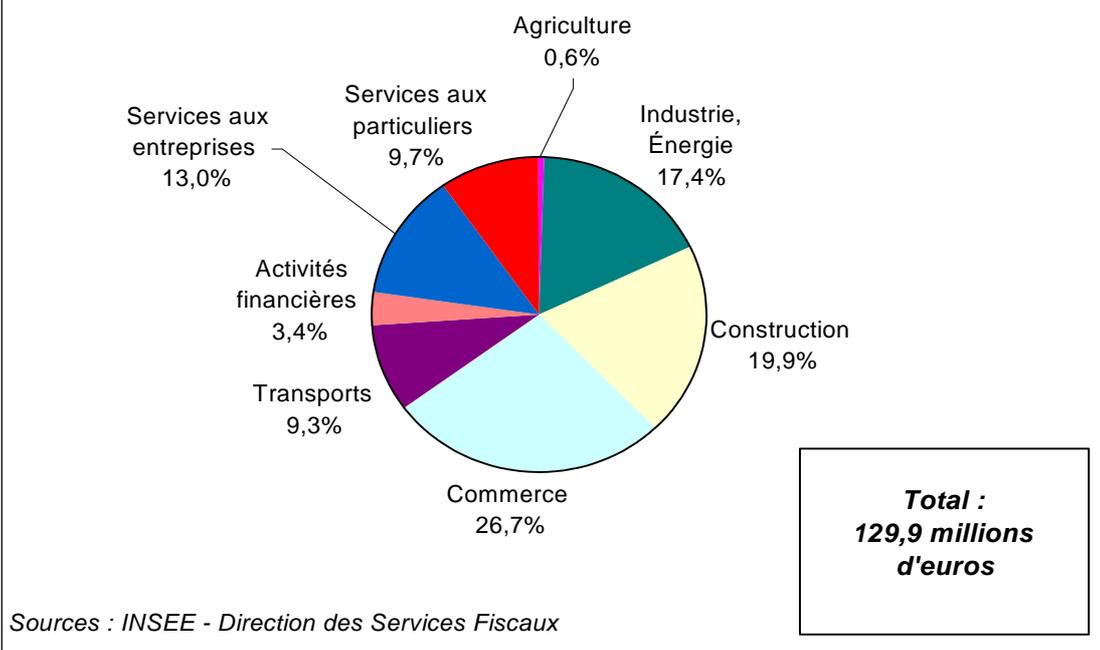
Deux secteurs au-dessus de 20 %



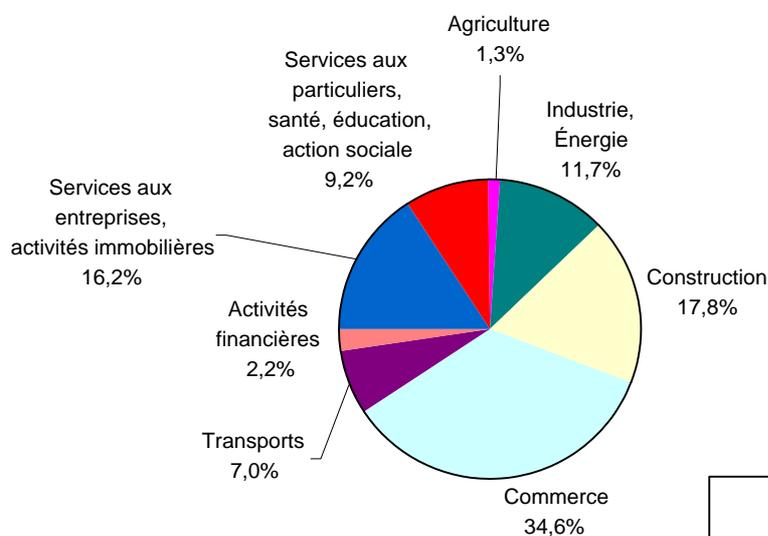
En 2005, près de 130 millions d'euros ont été versés en salaires et cotisations par les entreprises du panel. Entre 2004 et 2005, ce montant a augmenté de 8,7 %. Les plus hauts taux de croissance ont été enregistrés dans la **construction** et les **transports** : respectivement + 13,1 % et + 13,6 %. Ces progressions sont dues à une augmentation des effectifs aussi bien qu'à une augmentation du niveau des salaires.

Charges salariales 2005 : part de chaque secteur

Construction : 20 % des salaires et cotisations



Répartition des entreprises par secteurs Une entreprise sur trois dans le commerce



**Total :
555 entreprises**

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Les grands indicateurs par secteur : leur montant et leur progression en 2005

Secteurs	Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée		FBCF		EBE		Charges salariales	
	montant*	croissance en %	montant*	croissance en %	montant*	croissance en %	montant*	croissance en %	montant*	croissance en %
Agriculture	3,1	+5,4	0,9	-17,9	0,5	+34,6	0,3	-43,9	0,8	+10,8
Industrie, Énergie	141,6	+9,9	38,1	-5,9	9,4	+49,6	19,7	-1,9	22,6	+7,5
Construction	105,5	+3,8	37,0	+5,0	4,5	+20,0	10,2	-4,5	25,9	+13,1
Commerce	400,3	+14,9	61,5	+12,0	10,3	-29,8	23,0	+17,8	34,7	+9,7
Transports	52,2	+20,7	19,4	+23,1	2,8	-75,3	6,9	+52,4	12,0	+13,6
Activités financières	20,9	+7,6	17,8	+11,5	5,5	+80,3	13,2	+14,2	4,4	+4,6
Services aux entreprises, activités immobilières	101,4	+15,3	46,4	+11,0	4,9	-13,2	28,3	+10,8	16,9	+5,2
Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale	26,3	+3,8	14,7	+0,5	2,2	+124,2	2,0	-6,7	12,6	+1,4
BUF (cf définitions)			-8,5	+4,7			-8,5	+4,7		
Total	851,3	+12,3	227,3	+7,3	40,1	-13,0	95,1	+10,0	129,9	+8,7

* en millions d'euros

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Résultats détaillés par secteur

I - AGRICULTURE, AQUACULTURE

Les efforts d'investissement se poursuivent

L'agriculture est le plus petit secteur du panel. À Mayotte, la production agricole est très rarement

VA en recul		
Indicateurs d'activité*	2004	2005
Chiffre d'affaires	2 933	3 090
Valeur ajoutée	1 053	865
Excédent brut d'exploitation	492	276
Charges salariales	690	764
FBCF	401	540
Nombre d'entreprises	7	7
VA moyenne par entreprise	150	124

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

le fait de grandes exploitations. L'essentiel de l'activité agricole repose encore sur des exploitations familiales et vivrières. En 2005, seules sept entreprises sont présentes dans l'étude. Leur chiffre d'affaires (CA) s'élève à un peu plus de trois millions d'euros, en très légère

L'EBE s'effondre		
Croissance en %	Panel 2004	Panel 2005
Chiffre d'affaires	+6,8	+5,4
Valeur ajoutée	+16,0	-17,9
Excédent brut d'exploitation	+23,8	-43,9
Charges salariales	+0,9	+10,8
FBCF	+143,2	+34,6
VA moyenne par entreprise	+16,0	-17,9

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

augmentation par rapport à l'année précédente. Entre 2004 et 2005, le secteur enregistre le recul le plus important du panel en termes de valeur ajoutée (VA) et d'excédent brut d'exploitation (EBE), respectivement - 17,9 % et - 43,9 %.

Ces résultats sont l'illustration de l'exposition du secteur de l'agriculture et de l'aquaculture aux aléas liés au faible nombre d'entreprises (les mauvais résultats de l'une ou la forte expansion de l'autre peuvent profondément marquer les résultats d'ensemble), ainsi qu'aux aléas climatiques. Les comparaisons d'une année sur l'autre sont donc à conduire avec prudence et traduisent rarement des mouvements de fond.

Ainsi la forte baisse de la VA et de l'EBE observée cette année

fait suite à une croissance forte de ces deux agrégats en 2004 (+ 16 % et + 24 %). Ils s'établissaient alors à cinq points au-dessus des taux du panel.

En 2005, la baisse de VA n'a pas été répercutée dans les charges salariales, qui progressent de 10,8 % en un an, soit deux points de plus que le taux des huit secteurs. En conséquence, la part des charges salariales dans la VA augmente de manière exponentielle et atteint 88,3 %. Il s'agit du taux le plus élevé parmi les

Charges salariales / VA : le plus élevé du panel		
Ratios en %	2004	2005
Taux d'investissement	38,1	62,4
Taux de marge	46,7	31,9
Charges salariales / VA	65,5	88,3

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

huit secteurs, plus de 30 points au-dessus du taux du panel (57,2 %). La somme du taux de marge et du ratio Charges salariales / VA est supérieure à 100 % en raison des subventions comptées dans l'EBE mais pas dans la VA (cf. encadré sur les subventions p.7).

En 2005, les entreprises agricoles poursuivent leurs efforts d'investissement : comme l'année précédente, six entreprises sur sept ont réalisé des investissements. En un an, les montants consacrés à la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) ont augmenté de 34,6 % et représentent 62,4 % de la VA du secteur.

Ce taux d'investissement (FBCF rapportée à la VA) est le plus haut des huit secteurs. Il est trois fois plus élevé que celui du panel dans son ensemble (17,7 %). En 2004 déjà, l'agriculture détenait le taux d'investissement le plus élevé (38,1 %). Cependant, le secteur pèse peu dans l'ensemble des huit secteurs : les sommes investies par les entreprises agricoles s'élèvent à 540 000 euros et représentent 1,3 % de l'investissement total du panel.

Les cinq plus grandes entreprises	
classées par ordre alphabétique	
Raison sociale	Activité principale exercée
EARL MAYOTTE AQUACULTURE	Pisciculture, aquaculture
EI EAEM	Réalisation et entretien de plantations ornementales
S.E.V. SARL	Réalisation et entretien de plantations ornementales
SARL LIGHT GREEN	Réalisation et entretien de plantations ornementales
Sté SCAM	Elevage de volailles

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

II - INDUSTRIE ET ÉNERGIE

Croissance pénalisée par les matières premières

En 2005, les 65 grandes entreprises mahoraises de l'industrie et énergie ont réalisé 142 millions d'euros de chiffre d'affaires (CA). Ce montant représente 16,6 % du CA total du panel. À ce titre, le secteur est le deuxième plus important parmi les

CA 2005 : 13 millions de plus		
Indicateurs d'activité*	2004	2005
Chiffre d'affaires	128 892	141 618
Valeur ajoutée	40 441	38 051
Excédent brut d'exploitation	20 137	19 749
Charges salariales	21 019	22 586
FBCF	6 294	9 415
Nombre d'entreprises	63	65
VA moyenne par entreprise	642	585
VA médiane	221	217

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

huit, après le commerce (47 %). Entre 2004 et 2005, le CA de l'industrie et énergie a augmenté de 9,9 %, ce qui représente un accroissement des recettes de 13 millions d'euros.

En revanche, en 2005, la valeur ajoutée (VA) du secteur est en recul de 5,9 %. L'industrie et énergie fait partie des deux seuls secteurs (avec

Doublement de l'investissement		
Croissance en %	Panel 2004	Panel 2005
Chiffre d'affaires	+9,6	+9,9
Valeur ajoutée	+4,4	-5,9
Excédent brut d'exploitation	+23,0	-1,9
Charges salariales	+8,8	+7,5
FBCF	-20,6	+49,6
VA moyenne par entreprise	+6,2	-12,4

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

l'agriculture) enregistrant une baisse de leur VA. Pour l'ensemble du panel, celle-ci progresse de 7,3 %. Pourtant, le secteur reste le troisième créateur de VA de l'île. En 2005, ses entreprises ont dégagé 38 millions d'euros de VA, soit 16 % du total du panel. La diminution des montants de VA dégagés en 2005 est en grande partie liée au renchérissement du prix de certaines matières premières. L'industrie et énergie est notamment le secteur le plus touché par la hausse du prix des produits pétroliers

(+ 13 % en 2005) car il est le plus gros consommateur de cette catégorie de produits. Sans ce surplus de dépenses en matières premières, la VA du secteur aurait progressé d'environ 5 %. L'industrie et énergie aurait alors participé à la croissance du panel, augmentant de deux points la progression de la VA totale. Au lieu de cela, sa contribution en 2005 est négative : - 1,1 point.

En 2005, la VA moyenne des entreprises de l'industrie et énergie s'élève à 585 000 euros (410 000 euros pour l'ensemble des huit secteurs). En revanche, la VA médiane est 2,5 fois moins élevée : la moitié des entreprises du secteur dégage une VA inférieure à 217 000 euros.

Entre 2004 et 2005, l'excédent brut d'exploitation (EBE) subit également une diminution : - 1,9 %. Cette baisse est toutefois

Taux d'investissement : 9 points de plus		
Ratios en %	2004	2005
Taux d'investissement	15,6	24,7
Taux de marge	49,8	51,9
Charges salariales / VA	52,0	59,4

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

moins importante que celle de la VA, car les subventions versées au secteur, prises en compte dans l'EBE, progressent. Ainsi, le taux de marge (EBE / VA) enregistre une hausse de 1,1 point. En 2005, il s'élève à 51,9 %, près de 13 points au dessus de celui des Sociétés Non Financières (SNF). En revanche, la part des charges salariales dans la VA est proche de celle des SNF : respectivement 59,4 % et 59,9 %.

Avec 23,5 % des investissements totaux du

Les cinq plus grandes entreprises	
Raison sociale	Activité principale
ELECTRICITE DE MAYOTTE	Production d'électricité
ETPC	Commerce de gros
LAFARGE CEMENTS MAYOTTE	Industrie de ciment
SOGEA MAYOTTE	Commerce de gros
UTV	Préparation industrielle de produits à base de viandes

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

III - CONSTRUCTION

Excédent Brut d'Exploitation en berne

Que ce soit en termes de chiffre d'affaires (CA) ou de valeur ajoutée (VA), la construction enregistre en 2005 des taux de croissance nettement inférieurs à ceux du panel. En effet, le CA du secteur progresse de 3,8 %, soit le taux le

Salaires : 3 millions de plus		
Indicateurs d'activité*	2004	2005
Chiffre d'affaires	101 608	105 497
Valeur ajoutée	35 273	37 021
Excédent brut d'exploitation	10 723	10 239
Charges salariales	22 909	25 903
FBCF	3 711	4 454
Nombre d'entreprises	99	99
VA moyenne par entreprise	356	374
VA médiane	107	109

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

plus faible avec celui des services aux particuliers. Le CA 2005 des entreprises de construction s'élève à 105 millions d'euros, soit 12,4 % de celui du panel.

Quant à la VA, son taux de croissance de 5 % s'établit plus de deux points en dessous du taux des

L'EBE chute		
Croissance en %	Panel 2004	Panel 2005
Chiffre d'affaires	+13,7	+3,8
Valeur ajoutée	+19,3	+5,0
Excédent brut d'exploitation	+41,4	-4,5
Charges salariales	+8,5	+13,1
FBCF	-9,9	+20,0
VA moyenne par entreprise	+19,3	+5,0

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

huit secteurs réunis. Ce résultat est d'autant plus remarquable que la hausse de VA de la construction était la plus élevée du panel précédent (+ 19,3 %).

En 2005, la progression des charges salariales n'a néanmoins pas fléchi. Avec + 13,1 %, la construction enregistre l'un des deux taux de croissance les plus élevés du panel. En 2005, les entreprises ont versé trois millions d'euros de rémunérations de plus qu'en 2004.

En conséquence, la moindre hausse de la

VA est répercutée sur l'excédent brut d'exploitation (EBE), en recul de 4,5 %. Le taux de marge (EBE / VA, 27,7 %), diminue de 2,7 points et figure parmi les plus faibles des huit secteurs.

En nombre d'entreprises, la construction est le deuxième secteur du panel : sur 555 entreprises présentes dans l'étude en 2005, 99 exercent une activité de construction. Ce secteur est aussi le deuxième employeur de l'île au regard des montants de charges salariales qu'il verse : près de 26 millions d'euros, soit 20 % des rémunérations distribuées par l'ensemble du panel.

En 2005, les entreprises de construction ont

Charges salariales / VA : progression record		
Ratios en %	2004	2005
Taux d'investissement	10,5	12,0
Taux de marge	30,4	27,7
Charges salariales / VA	64,9	70,0

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

réalisé d'importants efforts d'investissement. D'une part, elles sont plus nombreuses à investir : 73 en 2005, 67 en 2004. D'autre part, elles consacrent à la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) des sommes plus importantes ; celle-ci progresse de 20 % en un an. Le taux d'investissement du secteur (12 %) reste néanmoins l'un des plus faibles du panel, inférieur de 7,7 points à celui des huit secteurs réunis.

En moyenne, les entreprises de construction dégagent moins de VA que les huit secteurs dans leur ensemble. En 2005, la VA moyenne par entreprise s'établit à 374 000 euros, inférieure de 10 % à celle du panel (410 000 euros).

La moitié des entreprises de construction dégage moins de 109 000 euros de VA. Ce montant représente la VA médiane du secteur. Tous secteurs confondus, la VA médiane est sensiblement supérieure : 126 000 euros.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
COLAS MAYOTTE	Construction d'ouvrages d'art
PLAC OI	Construction de bâtiments divers
SMEC	Construction de bâtiments divers
SOCIETE MAHORAISE DE TP ET DE CONSTRUCTION (SMTPC)	Construction de bâtiments divers
TETRAMA	Terrassement, démolition

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

IV - COMMERCE

VA médiane : la plus faible du panel

Un tiers des grandes entreprises mahoraises exerce une activité de commerce. En 2005, le secteur réalise à lui seul 400 millions de chiffre d'affaires (CA), soit près de 47 % du CA du panel. Cette part est

CA : plus de 400 millions d'euros		
Indicateurs d'activité*	2004	2005
Chiffre d'affaires	348 454	400 279
Valeur ajoutée	54 956	61 548
Excédent brut d'exploitation	19 543	23 028
Charges salariales	31 618	34 693
FBCF	14 692	10 316
Nombre d'entreprises	190	192
VA moyenne par entreprise	289	321
VA médiane	86	96

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

supérieure de 30 points à celle du secteur sur la deuxième marche du podium, l'industrie et énergie. De plus, une croissance du CA soutenue en 2005 (+14,9 %) conforte le commerce dans sa position prépondérante.

La valeur ajoutée (VA) du secteur représente une faible part de son CA : 15 %. Tous secteurs confondus, ce ratio s'élève à 27 %. En effet, l'activité de commerce crée peu de VA, puisqu'elle consiste à

2005 : le CA progresse plus vite que la VA		
Croissance en %	Panel 2004	Panel 2005
Chiffre d'affaires	+10,6	+14,9
Valeur ajoutée	+15,7	+12,0
Excédent brut d'exploitation	+21,5	+17,8
Charges salariales	+12,8	+9,7
FBCF	+2,9	-29,8
VA moyenne par entreprise	+15,0	+10,8

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

revendre des biens sans les transformer. Néanmoins, grâce à un volume d'activité très élevé, le commerce reste le secteur qui dégage le plus de VA en niveau : 61,5 millions d'euros, soit 26 % de la VA totale. Par ailleurs, entre 2004 et 2005, le taux de croissance de la VA du secteur figure parmi les plus élevés du panel : +12 % (+7,3 % pour les huit secteurs réunis). Le commerce apporte la plus

grande contribution à la croissance : sur 7,3 points de croissance, 3,1 lui sont imputables.

En 2005, la moitié des entreprises de commerce dégage un montant de VA inférieur à 96 000 euros. En progression de 11,6 %, cette VA médiane est pourtant la plus faible du panel. Tous secteurs confondus, celle-ci s'élève à 126 000 euros. Comme dans tous les secteurs, la VA moyenne est nettement supérieure à la médiane (321 000 euros). En effet, les plus grandes entreprises du secteur, dégageant des montants de VA de plusieurs millions d'euros, tirent la moyenne vers le haut.

L'investissement chute		
Ratios en %	2004	2005
Taux d'investissement	26,7	16,8
Taux de marge	35,6	37,4
Charges salariales / VA	57,5	56,4

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

En 2005, 127 entreprises sur 192 ont réalisé des investissements, pour un montant total de 10,3 millions d'euros. Moins nombreuses qu'en 2004, elles consacrent par ailleurs des sommes moins élevées en moyenne à la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF). Entre 2004 et 2005, celle-ci diminue de près de 30 %. Le commerce reste néanmoins le plus gros investisseur de l'île, à l'origine de 26 % de la FBCF totale du panel.

En un an, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) du commerce augmente de 17,8 %. Il s'agit de la deuxième plus forte progression du panel (après les transports), supérieure de 7,8 points à celle de l'ensemble des entreprises. Le taux de marge progresse de 1,8 point et atteint 37,4 %. À l'inverse, le ratio charges salariales / VA perd 1,1 point. Pourtant, les sommes consacrées aux rémunérations augmentent plus vite que dans l'ensemble du panel (respectivement +9,7 % et +8,7 %), mais moins rapidement que la VA du secteur.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
BOURBON DISTRIBUTION MAYOTTE (BDM)	Hypermarchés
CANANGA	Commerce de détail en quincaillerie
SODIFRAM SARL	Supermarchés
Sté MAHORAISE DE RADIOTELEPHONE (SMR)	Commerce de détail divers en magasin spécialisé
Sté TOTAL MAYOTTE SAS	Commerce de détail de carburants

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

V - TRANSPORTS

CA et VA : les plus fortes progressions

En 2005, les 39 plus grandes entreprises de transport de Mayotte ont réalisé un chiffre d'affaires (CA) de 52 millions d'euros. En un an, ce montant a progressé de 20,7 %, soit la plus forte hausse du panel. Dans le panel 2004 déjà, le secteur enregistrait

Investissement : 8 millions de moins		
Indicateurs d'activité*	2004	2005
Chiffre d'affaires	43 280	52 243
Valeur ajoutée	15 726	19 362
Excédent brut d'exploitation	4 518	6 887
Charges salariales	10 607	12 049
FBCF	11 369	2 806
Nombre d'entreprises	40	39
VA moyenne par entreprise	393	496
VA médiane	136	178

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

une croissance soutenue de son CA (+ 15,4 %), l'une des plus élevées du panel.

Le secteur enregistre également l'augmentation la plus importante en termes de valeur ajoutée (VA) : + 23,1 %. Dans les transports, la VA progresse trois

Croissance record de l'EBE		
Croissance en %	Panel 2004	Panel 2005
Chiffre d'affaires	+15,4	+20,7
Valeur ajoutée	+14,3	+23,1
Excédent brut d'exploitation	+45,4	+52,4
Charges salariales	+5,1	+13,6
FBCF	+22,9	-75,3
VA moyenne par entreprise	+14,3	+26,3

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

fois plus vite que pour les huit secteurs réunis (+ 7,3 %). Sa part dans la VA totale du panel reste néanmoins modeste : + 8,2 %. Sa contribution à la croissance du panel s'élève à 1,7 point (sur 7,3 points de croissance au total).

La VA moyenne par entreprise de transport s'élève à 496 000 euros (410 000 euros pour l'ensemble des secteurs). Elle est inférieure à 178 000 euros pour la moitié des entreprises. Cette VA médiane est supérieure de 41 % à celle calculée sur le panel entier.

Les bons résultats enregistrés dans le secteur en 2005 sont en grande partie répercutés dans

l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE, + 52,4 %). Celui-ci augmente cinq fois plus que dans le panel dans son ensemble (+ 10 %). Il s'agit de la plus forte progression parmi les huit secteurs. Il en est de même pour les charges salariales, en hausse de 13,6 %, soit près de cinq points au dessus du taux de croissance du panel dans son ensemble. Cependant, ce taux est

Taux de marge : 7 points de plus		
Ratios en %	2004	2005
Taux d'investissement	72,3	14,5
Taux de marge	28,7	35,6
Charges salariales / VA	67,4	62,2

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux inférieur à celui de la VA. Par conséquent, la part des charges salariales dans la VA diminue de 5,2 points et s'élève à 62,2 %. Pour l'ensemble des Sociétés Non Financières (SNF), cette part est légèrement moins élevée et atteint près de 60 %.

Entre 2004 et 2005, l'écart entre le taux de marge (EBE / VA) et le ratio charges salariales / VA s'est amoindri. En effet, la forte progression de l'EBE induit une hausse de près de sept points du taux de marge. Au total, la différence entre les deux ratios passe de 39 à 27 points.

En 2004, l'investissement a été exceptionnellement très élevé dans les transports. Près des trois-quarts de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) ont été consacrés à des frais d'installation. Une fois ces dépenses exceptionnelles passées, les sommes investies ont été divisées par quatre en 2005.

Cette dernière année, les entreprises de transports ont investi pour un montant de 2,8 millions d'euros, soit 7 % de la FBCF totale du panel. Elles y consacrent des sommes largement moindres qu'en 2004, mais elles sont plus nombreuses à réaliser des investissements : 34 entreprises sur 39 (28 en 2004). En 2005, le taux d'investissement du secteur revient à un niveau inférieur à celui du panel : 14,5 % (17,7 % pour l'ensemble).

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
C.M.T.S.	Transport urbain de voyageurs
M T V	Agences de voyage
SARL SMART	Organisation de transports internationaux
S.M.S.P.P.	Transports par conduites
Sté MAORE VOYAGES	Agences de voyage

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

VI - ACTIVITÉS FINANCIÈRES

La plus forte VA par entreprise

En 2005, dans le secteur des activités financières, 12 entreprises réalisent près de 21 millions de chiffre d'affaires (CA). Celui-ci progresse de 7,6 % en un an, soit un taux inférieur de deux points à celui enregistré entre 2003 et 2004. Par ailleurs, ce taux est nettement

le CA dépasse les 20 millions d'€		
Indicateurs d'activité*	2004	2005
Chiffre d'affaires	19 472	20 944
Valeur ajoutée	15 989	17 829
Excédent brut d'exploitation	11 544	13 188
Charges salariales	4 232	4 427
FBCF	3 036	5 474
Nombre d'entreprises	13	12
VA moyenne par entreprise	1 230	1 486

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

inférieur à celui du panel : 4,7 points de moins. Le CA des entreprises du secteur représente près de 21 millions d'euros, soit 2,5 % du CA de l'ensemble des huit secteurs.

Le montant de valeur ajoutée (VA) des activités financières représente 85 % de leur CA. Pour l'ensemble des secteurs, cette part est trois fois moins importante : 27 %. En effet, de par la nature de ses activités, le secteur financier a peu de consommation

VA moyenne : doublement du taux de croissance		
Croissance en %	Panel 2004	Panel 2005
Chiffre d'affaires	+9,7	+7,6
Valeur ajoutée	+10,4	+11,5
Excédent brut d'exploitation	+14,6	+14,2
Charges salariales	+1,6	+4,6
FBCF	-57,6	+80,3
VA moyenne par entreprise	+10,4	+20,8

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

intermédiaire (CI) : aucune marchandise ou matière première n'est transformée au cours d'un processus de production. La VA (CA-CI) est donc très proche du CA. Par conséquent, les activités financières représentent une part plus importante dans la VA du panel que dans le CA : 7,6 %.

Entre 2004 et 2005, le taux de croissance de la VA s'élève à 11,5 % (+ 7,3 % pour le panel). En 2005, la VA moyenne par entreprise atteint 1 486 000 euros, de loin la plus élevée du panel. Pour l'ensemble des huit secteurs, cette VA moyenne est 3,5 fois plus faible (410 000 euros).

La part de l'excédent brut d'exploitation (EBE) dans la VA est chaque année la plus

élevée du panel. En 2005, le taux de marge (EBE/VA) atteint 74 %. Il progresse de 1,8 point par rapport à 2004, grâce à une augmentation soutenue de l'EBE : + 14,2 % en un an. Pour l'ensemble du panel, ce taux est de 10 %. En 2005, le secteur dégage 13 millions d'EBE ; cette somme représente 12,7 % de l'EBE total du panel.

En revanche, la part des activités financières dans les charges salariales versées par le panel est trois fois moins élevée : 3,4 %. En 2005, les entreprises du secteur consacrent 24,8 % de leur VA aux charges salariales. Pour l'ensemble du panel, cette part est plus de deux fois supérieure : 57,2 %.

Entre 2004 et 2005, ce ratio (Charges salariales / VA) diminue de 1,7 point, car les rémunérations augmentent moins vite que la VA du secteur (respectivement + 4,6 % et + 11,5 %). Ainsi, l'écart se creuse entre le taux de marge et le ratio

Taux de marge et charges salariales / VA : l'écart se creuse		
Ratios en %	2004	2005
Taux d'investissement	19,0	30,7
Taux de marge	72,2	74,0
Charges salariales / VA	26,5	24,8

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

charges salariales / VA. Le premier est presque trois fois plus élevé que le second.

En 2005, les activités financières ont réalisé d'importants efforts d'investissement. Trois-quarts des entreprises ont investi. Les montants consacrés à la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) ont progressé de 80 % en un an. Il s'agit de la plus forte croissance du panel après l'agriculture. Le taux d'investissement du secteur fait un bond de plus de 11 points. Il atteint 30,7 %, le deuxième taux parmi les huit secteurs. Pour l'ensemble du panel, il s'élève à 17,7 %. Les activités financières ont investi pour 5,5 millions d'euros. Ce montant correspond à 13,6 % de la FBCF totale, ce qui place le secteur en troisième position parmi les plus gros investisseurs de l'île.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
OCEOR LEASE REUNION SA	Crédit-bail
PRUDENCE CREOLE	Assurances dommage
SA AGF IART (agence de Mayotte)	Assurances-vie et capitalisation
SA BFC OI MAYOTTE	Banques
SOREFI MAYOTTE	Distribution de crédit

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

VII - SERVICES AUX ENTREPRISES ET ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

L'excédent brut le plus important

En 2005, les grandes entreprises de services aux entreprises et activités immobilières ont réalisé 101 millions d'euros de chiffre d'affaires (CA). Ce montant correspond à près de 12 % du CA total du panel. Il progresse de 15,3 % par rapport à 2004. Ce taux de croissance est le deuxième plus élevé du panel, supérieur de trois points à celui des huit

28 millions d'€ : la plus grande part d'EBE		
Indicateurs d'activité*	2004	2005
Chiffre d'affaires	87 933	101 381
Valeur ajoutée	41 821	46 407
Excédent brut d'exploitation	25 555	28 318
Charges salariales	16 022	16 857
FBCF	5 639	4 895
Nombre d'entreprises	92	90
VA moyenne par entreprise	455	516
VA médiane	169	176

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

secteurs dans leur ensemble (+ 12,3 %).

En matière de valeur ajoutée (VA), les services aux entreprises et activités immobilières enregistrent également un taux de croissance supérieur à celui de l'ensemble : + 11 %, soit 3,7 points au dessus du taux

Le CA augmente de nouveau		
Croissance en %	Panel 2004	Panel 2005
Chiffre d'affaires	-0,9	+15,3
Valeur ajoutée	+2,6	+11,0
Excédent brut d'exploitation	+4,4	+10,8
Charges salariales	+2,6	+5,2
FBCF	+108,1	-13,2
VA moyenne par entreprise	+3,8	+13,4

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

du panel. Ce secteur est le deuxième plus important créateur de VA de l'île (après le commerce). En effet, en 2005, les entreprises du secteur dégagent une VA de 46,4 millions d'euros, soit 19,7 % de la VA totale du panel. La VA moyenne par entreprise figure parmi les trois plus élevées du panel et s'établit à 516 000 euros (410 000 euros pour l'ensemble du panel). Comme dans la majorité des secteurs, la VA médiane est presque trois fois moins élevée : 176 000 euros (126 000 euros pour l'ensemble). En effet, les

plus grandes entreprises du secteur, dégagant des montants de VA de plusieurs millions d'euros, tirent la moyenne du secteur vers le haut. À l'inverse, les plus petites entreprises dégagent des VA dont les montants restent très souvent proches de la valeur médiane.

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) des services aux entreprises et activités immobilières est le plus important du panel en valeur : À elles seules, les entreprises du secteur enregistrent 28,3 millions d'euros d'EBE, soit 27,3 % de l'EBE total. Comme celui-ci progresse à un taux proche de celui de la VA du secteur, le taux de marge reste stable entre 2004 et 2005 : 61 % (61,1 % en 2004). Ce taux de marge

Un taux de marge stable		
Ratios en %	2004	2005
Taux d'investissement	13,5	10,5
Taux de marge	61,1	61,0
Charges salariales / VA	38,3	36,3

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

demeure de loin le plus élevé parmi les sept secteurs des Sociétés Non Financières (SNF). En 2005, le taux de marge des SNF s'élève à 39,1 %.

En revanche, les charges salariales progressent deux fois moins vite que la VA (+ 5,2 %). Aussi la part des charges salariales dans la VA est-elle en recul par rapport à 2004 : 36,3 %, soit deux points de moins que l'année précédente.

Les entreprises du secteur consacrent 10,5 % de leur VA à la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF). Ce taux d'investissement est le plus faible du panel. Les entreprises ayant investi sont plus nombreuses qu'en 2004 (64 par rapport à 59) mais y consacrent des montants moins importants en moyenne. Au total, l'investissement du secteur atteint à peine cinq millions d'euros, en recul de 13,2 %. Ce montant représente 12,2 % de la FBCF du panel.

Les cinq plus grandes entreprises	
classées par ordre alphabétique	
Raison sociale	Activité principale exercée
FRANCE TELECOM SA	Télécommunications
RECIF SCI	Location de logements
SCI CORALIUM	Location de logements
SRR MAYOTTE TELECOM MOBILE	Télécommunications
STe IMMOBILIERE DE MAYOTTE	Agence immobilière

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

VIII - SERVICES AUX PARTICULIERS, ÉDUCATION, SANTÉ ET ACTION SOCIALE

La plus faible croissance de CA

En 2005, les services aux particuliers, éducation, santé et action sociale réalisent un chiffre d'affaires (CA) de 26,3 millions d'euros. Ce montant progresse peu au regard des autres secteurs. Son taux de croissance (+ 3,8 %) est le plus faible du panel, trois

La valeur ajoutée stagne

Indicateurs d'activité*	2004	2005
Chiffre d'affaires	25 374	26 333
Valeur ajoutée	14 652	14 719
Excédent brut d'exploitation	2 104	1 963
Charges salariales	12 472	12 645
FBCF	992	2 224
Nombre d'entreprises	51	51
VA moyenne par entreprise	287	289
VA médiane	95	118

*Prix courants en milliers d'€

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

fois moins élevé que celui de l'ensemble des huit secteurs (+12,3 %). De même, en 2005, les résultats du secteur en matière de valeur ajoutée (VA) sont modestes : celle-ci reste stable entre 2004 et 2005 (+ 0,5 %). Cette quasi-stagnation de la VA n'est pas généralisable à toutes les entreprises du secteur. Au contraire, elle est imputable à une poignée d'entreprises seulement dont l'importance est

Excédent brut d'exploitation en baisse

Croissance en %	Panel 2004	Panel 2005
Chiffre d'affaires	+15,5	+3,8
Valeur ajoutée	+15,4	+0,5
Excédent brut d'exploitation	+2,8	-6,7
Charges salariales	+17,7	+1,4
FBCF	-53,9	+124,2
VA moyenne par entreprise	+5,8	+0,5

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

toutefois suffisante pour imposer la tendance. En 2004, le secteur enregistrait une croissance soutenue de son CA et de sa VA (respectivement, 15,5 % et 15,4 %).

En 2005, la VA moyenne dans les services aux particuliers s'élève à 289 000 euros. Elle fait partie des deux plus faibles du panel, inférieure d'un tiers à la moyenne des huit secteurs. La moitié des entreprises du secteur enregistrent une VA supérieure à 118 000 euros. Cette VA médiane est légèrement

inférieure à celle du panel (126 000 euros). L'écart entre moyenne et médiane est l'un des moins prononcé du panel. La taille des entreprises est plus homogène dans ce secteur. L'amplitude entre les plus hautes VA et la moyenne est moins grande.

Entre 2004 et 2005, l'excédent brut d'exploitation (EBE) du secteur diminue de 6,7 %. Les services aux particuliers font partie des quatre secteurs dans ce cas. Le taux de marge diminue en conséquence de 1,1 point, et s'établit à 13,3 %. Il s'agit du taux le plus bas du panel.

Doublement du taux d'investissement

Ratios en %	2004	2005
Taux d'investissement	6,8	15,1
Taux de marge	14,4	13,3
Charges salariales / VA	85,1	85,9

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Le secteur enregistre la plus faible progression des charges salariales parmi les huit secteurs : 1,4 %. La VA augmentant encore moins, le ratio charges salariales / VA gagne toutefois 0,8 point et s'élève à 85,9 %. Cette part est l'une des plus élevée avec l'agriculture. Pour l'ensemble des Sociétés Non Financières, ce ratio est largement inférieur : 59,9 %.

Parmi les 51 entreprises de services aux particuliers, éducation, santé et action sociale, 43 ont investi en 2005. En 2004, elles étaient au nombre de 39. Non seulement elles sont plus nombreuses, mais elles consacrent chacune en moyenne des sommes deux fois plus importantes. Par conséquent, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) progresse de 124,2 % en un an. Il s'agit de la plus forte augmentation du panel.

Le taux d'investissement double, et s'établit à 15,1 %. Il reste néanmoins inférieur à celui de l'ensemble du panel (17,7 %). En effet, en 2004, le secteur enregistrait le plus faible taux du panel ; l'écart n'a pu être résorbé en un an.

Les cinq plus grandes entreprises

classées par ordre alphabétique

Raison sociale	Activité principale exercée
HOTEL CARIBOU	Hôtels touristiques avec restaurant
OIDF SAS	Formation des adultes et formation professionnelle
RFO MAYOTTE	Production de programme de télévision
SARL Cie DES ILES (jardin maoré)	Hôtels touristiques avec restaurant
Ste LE NID DES OISEAUX	Hôtels touristiques avec restaurant

Sources : INSEE - Direction des Services Fiscaux



Page d'accueil

Page d'accueil du site de Mayotte

Carte du site

Présentation de l'île

Quelques chiffres

Les Recensements

L'indice des prix

Les publications

L'antenne Insee

Les liens

Bienvenue sur ce site

Depuis sa création en septembre 1997, l'antenne de l'INSEE à Mayotte poursuit le but de développer la connaissance de l'environnement socio-économique de l'île de Mayotte au travers de statistiques fiables et récentes.

Grâce à ce site, nous mettons à votre disposition une grande partie de nos études et publications.

Vous pouvez découvrir un nombre important de tableaux sur les résultats des derniers recensements de population et **notamment sur le dernier de 2002**.

Des données de cadrage sont aussi présentes.

Chaque mois nous diffusons les évolutions de l'indice des prix à la consommation.

Bonne visite à tous.

Nouveau sur le site

Insee Info n°30

[Consommer à Mayotte : de nombreuses disparités](#) (Février 2007, pdf 226 ko)

Insee Info n°29

[Consommer à Mayotte : percée des services](#) (Février 2007, pdf 78 ko)

Insee Info n°28

[Revenu des habitants de Mayotte en 2005](#) (Février 2007, pdf 83 ko)

Le TEM 2007

[Le Tableau Économique de Mayotte](#) (édition 2007)

Insee Info n°27

[Les grandes entreprises mahoraises en 2005](#) (novembre 2006)

Mayotte Résultats n°5

[Activité des plus grandes entreprises mahoraises en 2004](#) (septembre 2006)

Pour accéder à notre site :
www.insee.fr/mayotte

Autres publications

[Fécondité et mortalité à Mayotte en 2004](#) (janvier 2006)

[Niveau du PIB à Mayotte en 2001](#) (octobre 2005)

[Emplois et salaires à Mayotte en 2003](#) (septembre 2005)

[Le déséquilibre des échanges extérieurs de Mayotte entre 1995 et 2003](#) (janvier 2005)

[Le dossier Mayotte 2002 : Population et conditions de vie](#)

[Tableau Économique de Mayotte 2003-2004 : consulter le sommaire](#)

* Bienvenue à Mayotte

Pour la cinquième fois, les résultats des grandes entreprises mahoraises sont passés à la loupe, secteur par secteur. L'étude porte sur les indicateurs d'activité pour les années 2004 et 2005. Chiffre d'affaires, valeur ajoutée, indicateurs de profit, investissement : les entreprises sont analysées sous tous les angles.

En 2005, les 555 entreprises du panel ont réalisé plus de 850 millions d'euros de chiffre d'affaires et 227 millions de valeur ajoutée. Les plus fortes progressions annuelles ont été enregistrées dans le secteur des transports.

Les montants de charges salariales versées par les entreprises augmentent dans tous les secteurs ; en revanche, l'excédent brut d'exploitation est en recul dans quatre secteurs sur huit.